



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

immigration

Question au Gouvernement n° 1446

Texte de la question

INTÉGRATION ET LAÏCITÉ

M. le président. La parole est à M. Meyer Habib, pour le groupe de l'Union des démocrates et indépendants.

M. Meyer Habib. Ma question s'adresse au Premier ministre. Cinq rapports visant à refonder notre politique d'intégration ont été publiés sur le site internet de Matignon, et il en a fait l'éloge. Ces rapports proposent de créer d'une « cour des comptes de l'égalité », de bannir le terme d'intégration, d'autoriser, prenant le contre-pied de la conception française de la laïcité, le port du voile et des signes religieux distinctifs à l'école (*Exclamations sur divers bancs*), et de revoir les cours d'histoire donnés à nos enfants. Il s'agit là, en toute simplicité, de casser le pacte républicain. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*) Il s'agit de cliver, de diviser les Français, de souligner ce qui les oppose plutôt que ce qui les rassemble. Il s'agit de favoriser la montée des communautarismes.

Or la France est une grande et vieille nation, une nation ouverte, accueillante et tolérante, faite d'un peuple de sangs mêlés, qui a un héritage commun, et qui, surtout, porte, au-delà de toutes les différences, un destin commun. La République repose sur des principes sur lesquelles on ne peut jamais transiger, ceux de Jaurès, ceux de Jules Ferry ; ils sont toujours d'actualité. En publiant sur le site de Matignon ces rapports dont il connaissait les conclusions, le Premier ministre tourne le dos à ces principes. Nous pouvons légitimement nous interroger sur les conditions de publication et les contenus de ces rapports.

Un député du groupe UMP . C'est honteux !

M. Meyer Habib. S'agit-il une nouvelle fois de l'expression d'un amateurisme et d'une désinvolture coupable ? (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) Ou est-il en train de nous révéler le visage d'une gauche qui aurait abandonné ses valeurs ? Ou bien, ce qui serait pire encore, y a-t-il derrière cela un calcul électoral cynique ? (« *Oui !* » sur de nombreux bancs du groupe UMP.)

Après l'affaire Leonarda, nous retrouvons à nouveau les contradictions du Premier ministre sur le sujet compliqué de l'intégration. Dans le contexte tendu dans lequel il a mis la France, nous le conjurons solennellement de retirer ces rapports du site de l'Hôtel Matignon et de clarifier sa position sur l'intégration. (*Applaudissements sur de nombreux bancs des groupes UDI et UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale. (*Vives exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. Il n'est pas de tradition de réagir ainsi lorsque le président donne la parole, mes chers collègues.

M. Vincent Peillon, *ministre de l'éducation nationale*. Monsieur le député, il y a dans votre question des éléments que je partage avec vous, et je vous remercie d'avoir tenu sur la France de belles paroles rappelant son histoire et sur l'idée, qui est nôtre, de la communauté républicaine, préservant la liberté de conscience et permettant à chacun, à partir de valeurs communes, dont celle de la laïcité, de vivre en paix et en sécurité. Je tiens à vous rassurer : ces valeurs sont celles du Gouvernement de la majorité. Nous avons voté avec vous la loi de 2004, j'ai élaboré la charte de la laïcité, et il y aura bientôt l'enseignement de la morale laïque. Vous avez aussi cité Jaurès. Je rappelle qu'il appartient d'abord au patrimoine de la gauche (*Exclamations sur les bancs du groupe UDI*) et qu'il porte des valeurs intangibles. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Et puis il y a une seconde partie dans votre question : c'est celle qui voudrait dresser les Français contre les autres. Vous me permettez donc de préciser quelle est la position du Gouvernement.

Nous ne reviendrons pas sur la loi de 2004 qui nous a tous rassemblés et qui a, depuis, porté ses fruits. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.*) Nous voulons, nous, une laïcité qui élève chacun, rassemble et permet la paix, et qui n'est dirigée contre aucun de nos concitoyens. (*Mêmes mouvements.*)

Nous voulons aussi, car c'est nécessaire, refonder une politique d'intégration abandonnée pendant dix ans. (*Protestations sur les bancs du groupe UMP.*) Dans les évaluations, même internationales, l'intégration se révèle en panne. Nous voulons rassembler tous les citoyens français, tous les enfants de France autour de nos valeurs : celles de la République démocratique, sociale, indivisible et laïque, valeurs que nous partageons avec vous. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe SRC et sur plusieurs bancs du groupe RRDP.*)

M. Rudy Salles. Zéro !

Données clés

Auteur : [M. Meyer Habib](#)

Circonscription : Français établis hors de France (8^e circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1446

Rubrique : Étrangers

Ministère interrogé : Éducation nationale

Ministère attributaire : Éducation nationale

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [18 décembre 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [18 décembre 2013](#)